

Parole libre

Le clivage arabophones-francophones: une fausse querelle ou deux projets de société?

* Par Ezzeddine Ben Hamida (*)

« **S**i tu brises tes chaînes, tu te libères; si tu coupes tes racines, tu meurs ». C'est par cet adage que Mohamed Mzali entame son I^{ve} chapitre « Allers-retours au ministère de l'Education Nationale. La fausse querelle de l'arabisation » in son ouvrage « Un Premier ministre de Bourguiba témoigne », Sud Edition, Tunis, P.187.

Tout au long de ce chapitre M. Mzali décrit ses déboires avec ses détracteurs francophones et ses tentatives, souvent avortées, d'arabisation de notre système éducatif. Dès le début de son chapitre, il pose les jalons de ce clivage, il écrit : « Lamine Chabbi (ministre de l'Education nationale dont il était un fidèle collaborateur) avait formé, en 1957, une commission pour la réforme de l'enseignement qu'il fallait généraliser, renationaliser et moderniser. Au sein de cette commission deux visions s'affrontaient : celle défendue par Lamine Chabbi (...), qui souhaitait maintenir et poursuivre la réforme que Lucien Paye (...) avait introduite, sous la pression du Néo-Destour et de l'UGTT, en arabisant l'enseignement de la première à la quatrième année, y compris le calcul (!), et celle que défendait Mahmoud Messadi (...) et quelques ministres qui proposaient de revenir sur les acquis légués pourtant par les autorités françaises et d'opter pour un bilinguisme inégal, la langue arabe n'étant enseignée que comme langue véhiculant uniquement l'enseignement religieux, la syntaxe et la morphologie ainsi que l'explication de textes... moyen-orientaux. Le reste des matières, calcul, histoire, géographie, ... étant enseignées en français » P.187/188. Il ajoute immédiatement après : « L'arbitrage du président de la République fut en faveur de cette deuxième option. Messadi fut, en conséquence, nommé ministre de l'Education, le 8 mai 1958, (...) » P.188.

Ainsi, avant même l'indépendance ce clivage existait. En 1990, près de trente-cinq ans après, donc, cette querelle continue, le professeur et ministre M. Charfi a déclaré à Jeune Afrique (N°1530 du 30 avril, cité par Mzali, P.203) : « (...) parfois dans le passé des mesures à caractère "démagogique" (!) ou politicien ont été prises, notamment en réaction à la montée de la gauche, contre laquelle on a cru bon d'injecter une dose d'arabisme et d'islamisme. Ce fut une erreur jointe à beaucoup d'autres, dont on mesure désormais les conséquences ». Gilbert Naccache, dans un article intitulé « Voyage dans le désert tunisien » (paru dans une revue intitulée Les Inrockuptibles, en 2003, cité par M. Mzali, P.202), enfonce encore le clou en affirmant « (...) car un jour, on s'est aperçu qu'il y avait incompatibilité entre la nature du régime et la culture. C'était en 1976. Le ministre de l'Education d'alors, Mzali, a

considéré que la culture française était porteuse de contestation, et il a fait modifier en conséquence les programmes scolaires. Il a notamment arabisé la philosophie, c'est-à-dire supprimé l'enseignement de la philosophie française en tant que philosophie du questionnement (...). En somme, d'après Gilbert Naccache la philosophie arabe n'est pas une philosophie du questionnement mais, sans doute si je suis sa logique, une philosophie d'endocrinement (!) Et d'après Mohamed Charfi l'arabisme conduit inéluctablement à l'islamisme! C'est abracadabrantesque!

Peut-on dire autant de l'hébreu et du français? En Israël, il existe même une loi interdisant l'enseignement dans une langue étrangère, mais pas l'enseignement des langues étrangères; ou encore en France, la loi Toubon (en 1994) a réaffirmé la nécessité de lutter contre l'invasion des termes étrangers pour sauvegarder la langue française. La langue et la civilisation arabe, si brillantes et resplendissantes au moyen âge, sont aujourd'hui, aux yeux de quelques uns, obscurantistes et rétrogrades! C'est ridicule et grotesque!

Je ne souhaite pas m'attarder davantage sur cette fausse querelle, ce faux clivage. Je renvoie la lectrice et le lecteur à l'excellent article de monsieur Abdelhamid GMATI (« A propos de civilisations... » in la Presse du 16 février 2012), où notre compatriote définit très lucidement les différentes approches pour mieux appréhender la complexité du concept "civilisation"; l'auteur montre, pour reprendre ses mots : « (...) qu'une civilisation n'est pas hermétique, ni close, qu'elle se développe en s'inspirant d'autres, et qu'elle dépend de plusieurs facteurs géologiques, économiques, culturels... (...) ». Plus loin monsieur A. GMATI souligne avec force le fait que : « Les sionistes, relayés par un certain nombre de "penseurs" occidentaux ne cessent de nous asséner le concept de "civilisation judéo-chrétienne". Ah oui? Et les apports des civilisations grecque, romaine, byzantine, perse et autres? Et les innombrables apports de la civilisation arabo-musulmane? Il n'existe pas de civilisation judéo-chrétienne: il n'y a que des valeurs communes comme "les droits de l'homme" ». Inutile de faire le commentaire d'un tel passage, notre compatriote est suffisamment explicite. Il exprime ainsi l'avis de plus de 350 millions d'arabes et de près de 1,5 milliard de musulmans.

Pour réconforter les lectrices et les lecteurs dans cette vision hégémonique de certains, je citerai Christian Fouchet, ancien ministre de l'Education nationale du général De Gaulle, qui disait « La France a perdu un empire colonial; il faut aujourd'hui le remplacer par un empire culturel ! » (in Paris Match, cité par M. Mzali, P.196). Plus loin (P.206), l'ancien Premier ministre avait écrit, avec beaucoup d'amertume sans doute : « J'avais déjà lu et médité les paroles du duc

de Rovigo pendant la conquête de l'Algérie en 1832 : "Je regarde la propagation de la langue française comme le moyen le plus efficace de faire faire des progrès à notre domination sur ce pays (...) Le vrai prodige serait de remplacer peu à peu l'arabe par le français!" ». D'ailleurs pour l'anecdote, en 2005, le ministre de l'Education nationale, l'actuel Premier ministre François Fillon, avait supprimé en France, pour des considérations budgétaires, a-t-il dit, le CAPES Arabe tout en attribuant, au même temps, une aide de 320 millions d'euros au gouvernement marocain pour renforcer l'enseignement du français!

Et maintenant...?

Cette querelle fratricide et récurrente est toujours d'actualité: en effet, l'arrivée d'Ennahdha au pouvoir n'a fait que relancer à nouveau le débat sur cette question d'ordre sociétal. Le leader des conservateurs, Rached Ghannouchi, à de nombreuses occasions, notamment lors de sa présence à l'émission télévisée de « Assaraha raha », diffusées sur « Hannibal Tv » avait exprimé l'attachement de son mouvement à « L'arabisation de l'enseignement ». Monsieur R. Ghannouchi s'est montré très rassurant « les choix tels que l'arabisation de la culture et de l'enseignement doivent être consensuels et non pas changeants au gré de la politique et des partis », a-t-il déclaré. « Arabiser la société tunisienne ne se fera pas au détriment des langues étrangères, notamment le français, l'anglais ou encore, le chinois » assure-t-il. Pour monsieur R. Ghannouchi et ses amis d'Ennahdha, il s'agit d'une question d'ordre identitaire, « nos jeunes, disait-il, souffrent de cette pollution linguistique qui menace l'identité même du pays ».

Sans prendre parti, force est de constater que dans nos conversations un mot sur dix est en français — en Algérie la situation est plus dramatique — (voir à ce propos l'article, d'une très grande qualité, du sociologue et professeur Mahmoud Dhaouadi, in journal Le Temps du mercredi 7 décembre 2011). Nous avons une jeunesse — je pèse mes mots —, qui est incapable de tenir une conversation complète en français, c'est-à-dire un échange structuré et cohérent doté du vocabulaire approprié, même dans leur domaine de compétence — exception faite de la minorité bourgeoise tunisoise qui scolarise, le plus souvent, ses enfants dans des établissements français. Pire encore, le corps professoral souffre terriblement de ce manque de maîtrise de la langue de Molière. En effet, d'après mes enquêtes dans le cadre ma thèse de doctorat en sciences économiques réalisée dans les années 90, un des volets de mes recherches a porté sur la question de l'adéquation entre le système éduca-

tif et les besoins de l'appareil productif, j'avais déjà constaté à l'époque les très nombreuses lacunes linguistiques de beaucoup de jeunes professeurs du secondaire, qui enseignaient les matières scientifiques. La transmission du savoir se faisait dans des conditions didactiques inappropriées et insupportables.

Rationnellement parlant, comment peut-on demander, pédagogiquement, à un professeur de transformer un savoir savant en savoir enseigné dans une langue dont il ne maîtrise qu'à peine le vocabulaire scientifique de sa discipline? La phase didactique, c'est-à-dire la transformation ("vulgarisation") de ce savoir savant en savoir enseigné nécessite une maîtrise absolue de la langue avec toutes ses subtilités, sa finesse, sa richesse et sa grâce: c'est l'essence même du sens pédagogique pour faire aimer, chérir et vénérer la matière et capter ainsi l'attention de l'élève et/ou de l'étudiant et transmettre aussi la passion du professeur pour sa matière et son métier, le plus beau métier du monde, sans doute!

La langue de Molière est belle, elle est même sublime — sans l'UMP et l'histoire coloniale de la France! —, sa maîtrise n'est pas aisée et parfois elle est même inaccessible quand on n'est pas le produit de l'école française. D'ailleurs, la réforme de l'orthographe est souvent évoquée en France et les français eux-mêmes maîtrisent de moins en moins bien leur propre langue — je suis très bien placé pour le savoir puisque j'exerce en France —; elle est devenue le premier facteur d'inégalité scolaire.

A mon sens, il serait bienvenu une réforme en profondeur du système éducatif: l'arabisation serait l'axiomatique de ce changement, « bouleversement ». Les cours d'histoire pourraient être également revus. L'enseignement de la sociologie en arabe dès le secondaire est fortement souhaitable pour une meilleure rationalisation des esprits des jeunes. Le renforcement de l'anglais et la découverte du chinois sont désormais indispensables. Parallèlement, il me semble nécessaire, voire urgent, de créer un grand office efficace et performant à la traduction.

Pour clôturer cette modeste contribution, je citerai encore une fois M. Mzali « La domination culturelle est l'un des plus graves dangers qui menace l'identité culturelle des nations et qui, en conséquence, aliène l'individu. Les langues sont un élément essentiel de l'identité culturelle des peuples et c'est dans leur langue que les peuples peuvent le mieux participer à leur développement culturel, social et économique » (le 6 août 1982, Mexico. Conférence mondiale sur les politiques culturelles organisée par l'Unesco).

(*) Professeur de sciences économiques et sociales (Grenoble)

Envoyer vos contributions à l'adresse: evenements@lequotidien-tn.com